

Études soumises à l'évaluation du comité de lecture

**Dynamique de l'économie sociale et
solidaire et réduction des inégalités
sociales**

Par Bouchra BENYACOUB

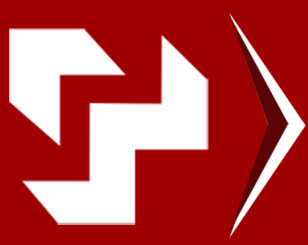
Enseignant chercheur , Fsjes Fès

samedi 10 juillet 2021

Tous droits
réservés



جميع الحقوق
محفوظة



Dynamique de l'économie sociale et solidaire et réduction des inégalités sociales

L'accroissement des inégalités sociales et économiques est certainement l'un des faits marquants ces dernières décennies. Certes, le capitalisme et l'économie de marché sont indissociables des rapports sociaux inégaux. Comme le soulignait Keynes dans sa Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936), « les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont, le premier, que le plein emploi n'y est pas assuré, le second, que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité ».

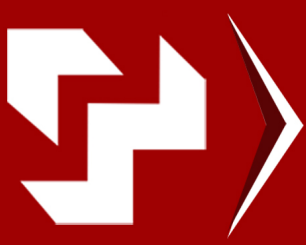
Cependant, le fossé entre les riches et les pauvres n'a pas toujours été aussi profond qu'aujourd'hui. La période de la fin de la Seconde guerre mondiale à la seconde moitié des années 1970 a été caractérisée par un recul des inégalités dans un grand nombre de pays (OCDE, 2008). Or, depuis les années 1980, plusieurs de ces sociétés sont touchées par une nouvelle poussée inégalitaire.

En effet, les dysfonctionnements de l'économie de marché, les déficits publics ainsi que la récurrence des crises, ont conduit à un profond réexamen du rôle de l'État dans la plupart des pays du monde. L'État est incapable de faire face seul à la persistance du chômage, aux nouvelles formes de pauvreté, à la dégradation de l'environnement, etc. Cette situation a favorisé l'émergence d'un secteur alternatif, l'économie sociale et solidaire, qui apporte une contribution notable à la résolution des problèmes humains en plaçant l'homme au centre du développement économique et social.

Au Maroc, la solidarité, l'entraide et le travail collectif, qui constituent les principes de base de l'économie sociale, font partie des traditions et des pratiques de la société depuis fort longtemps, mais l'émergence du secteur sous une forme organisée, date des années 1980 et du début des années 1990. En effet, l'application du Programme d'ajustement structurel pendant cette période s'est traduite par un désengagement progressif de l'État de plusieurs secteurs économiques et sociaux, avec des conséquences néfastes sur l'emploi, sur l'offre de services publics et sur le pouvoir d'achat de chez la population.

Depuis le lancement de l'Initiative nationale de développement humain (INDH) par le roi Mohammed VI, les entreprises de l'économie sociale interviennent pour identifier les besoins des populations, lancer des activités génératrices de revenus, participer au financement et organiser les bénéficiaires des projets.

L'objectif de cet article est de montrer quelle est la contribution de l'économie sociale et solidaire dans la réduction des inégalités sociales. Afin d'y répondre, nous allons dans un premier temps dresser un état des lieux des inégalités sociales au Maroc, puis dans un deuxième temps présenter l'évolution de l'économie sociale et solidaire au Maroc et enfin nous allons expliquer les impacts socio-économiques de l'économie sociale et solidaire.

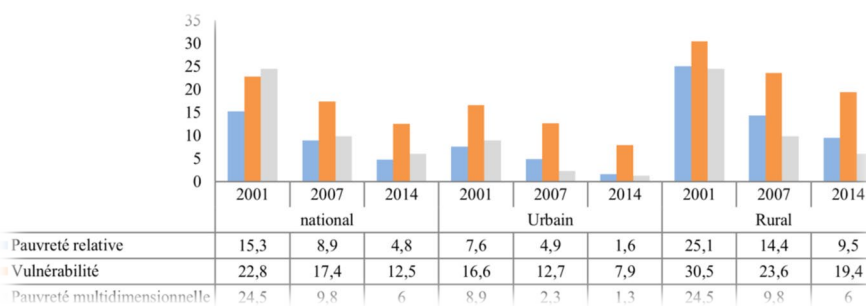


I- Etat des lieux des inégalités sociales au Maroc

La définition de l'inégalité sociale présente un certain nombre de difficultés. Nous en proposerons la suivante. Une inégalité sociale est le résultat d'une distribution inégale, au sens mathématique de l'expression, entre les membres d'une société, des ressources de cette dernière, distribution inégale due aux structures mêmes de cette société et faisant naître un sentiment, légitime ou non, d'injustice au sein de ses membres.

La situation globale des Marocains s'est améliorée au cours de ces dernières années. Entre 2001 et 2014, le taux de pauvreté a été réduit par trois (de 15,3% à 4,8%), la dépense annuelle moyenne est passée d'environ 10.000 dirhams à plus de 15.000 dirhams par personne et le niveau de vie des plus modestes a progressé un peu plus vite que celui du reste de la population .

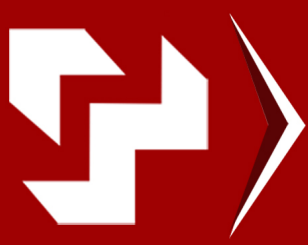
Graphique 1 : Evolution de la pauvreté sous toutes ses dimensions



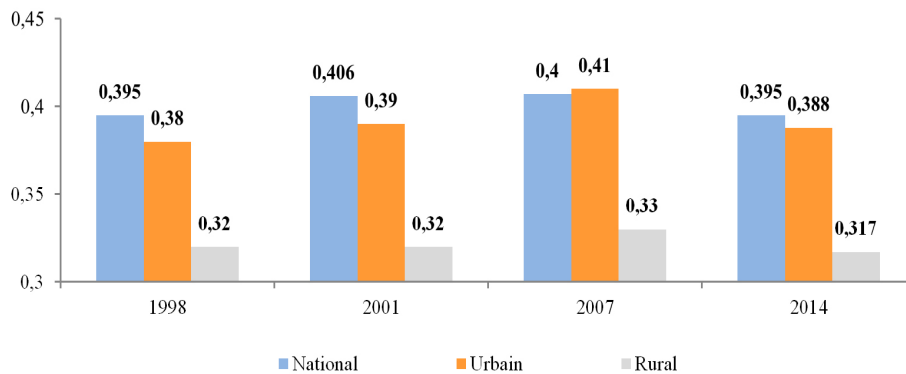
Source : HCP 2014

Malgré ces avancées positives, les inégalités affichent une résistance à la baisse comme en témoigne l'évolution de l'indice de Gini¹ qui s'est maintenu globalement en quasi-stagnation depuis des années, se situant à 0,395 en 2014 soit le même niveau enregistré en 1998. Par milieu de résidence, les inégalités sont plus intenses en milieu urbain, avec un indice de Gini de 0,388 contre 0,317 en milieu rural en 2014.

¹ L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux.



Graphique 2 : Evolution de l'indice de Gini par milieu de résidence



Source : HCP 2014

Les inégalités sociales au Maroc ont atteint un seuil inquiétant. Ces inégalités peuvent prendre des formes très diverses - écarts de salaires et de patrimoines, exclusion du marché de l'emploi, différences entre femmes et hommes, marginalisation de certains territoires, disparités dans l'accès à l'éducation et aux soins - mais leurs conséquences se rejoignent : l'accroissement de la pauvreté, la précarisation et la marginalisation, dont les femmes sont les premières à souffrir.

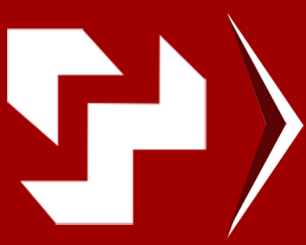
1-De fortes disparités entre les territoires :

La pauvreté reste très importante en milieu rural, avec près de 10% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (2014) tandis qu'elle est devenue beaucoup plus rare en milieu urbain (1,6% en 2014).

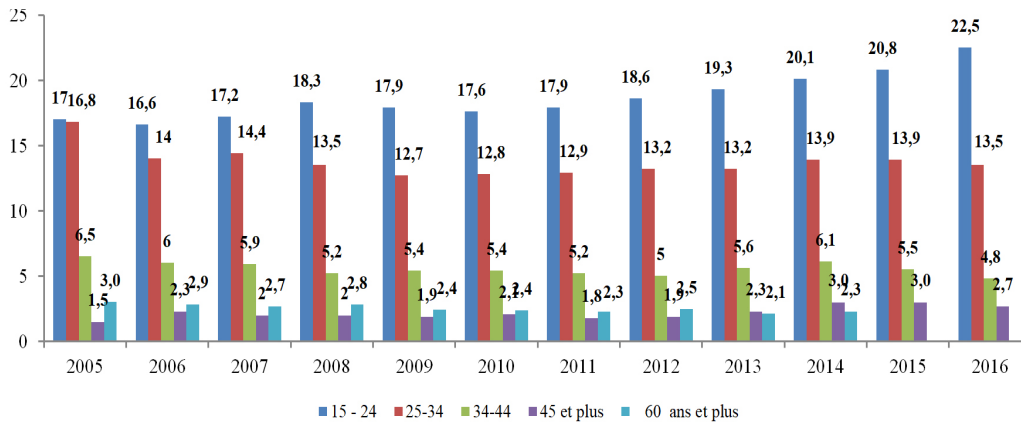
La vulnérabilité est aussi davantage prononcée en milieu rural mais les villes pâtissent d'un plus fort taux d'inégalités et de chômage (35% de taux d'activité contre 55% en zones rurales).

2-Les jeunes et les femmes sont largement exclus de l'emploi :

Des inégalités importantes sont à relever en termes d'accès des femmes au marché du travail. Le taux d'activité des femmes est largement inférieur à celui des hommes, situation qui a peu changé depuis plus d'une décennie : 23,6% en 2016 (27,9% en 2005) contre 70,8% pour les hommes (76,2%). Celles qui sont actives sont plus touchées par le chômage : 10,9% en 2015 contre 8,9% pour les hommes.



Graphique 3 : Evolution du taux de chômage par âge



Source: DEPF ETUDES Octobre 2018

3-Education une source importante d'inégalités :

Malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics au cours des dernières années, le système éducatif demeure marqué par de fortes inégalités. L'indice de Gini pour le secteur de l'éducation, quoiqu'en baisse tendancielle depuis la décennie 1980 en lien avec la progression régulière du nombre d'années de scolarisation, demeure élevé, s'établissant à 0,55 en 2014.

L'éducation représente un immense défi pour le Maroc : près d'un tiers de la population est encore analphabète, et encore davantage pour les femmes en milieu rural (60%).

4-Inégalité d'accès aux soins: le parcours du combattant

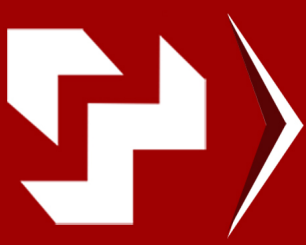
Des disparités importantes persistent en ce qui concerne l'accès à la santé, comme en témoignent quelques indicateurs clés issus de l'Enquête Nationale sur la Population et la Santé Familiale 2011: Le taux de mortalité infantile s'établit à 33,9 pour 1.000 naissances vivantes pour les enfants issus des ménages pauvres alors qu'il n'est que de 18,7 pour 1.000 naissances vivantes pour ceux relevant des ménages aisés.

24% de la population marocaine accèdent difficilement aux soins et vivent à plus de 10 km d'un centre de santé. Le délai moyen d'attente pour obtenir un rendez-vous s'élevait à 42 jours.

Des disparités sont aussi notées dans le cadre de la couverture médicale universelle le taux de couverture médicale est de 54,6%.

II- L'économie sociale et solidaire au Maroc : Un secteur à fortes potentialités

Selon le CESE « L'économie sociale et solidaire est l'ensemble des activités économiques et sociales organisées dans le cadre de structures formelles ou de groupements de personnes physiques ou morales poursuivant une finalité d'intérêt collectif et sociétal, indépendantes et jouissant d'une gestion



autonome, démocratique et participative et auxquelles l'adhésion est libre.

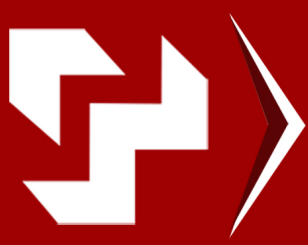
Font partie de l'Economie Sociale et Solidaire toutes les institutions ayant une finalité principalement sociale, proposant de nouveaux modèles économiquement viables et inclusifs et produisant sur une base mutualisée et solidaire des biens et services centrés sur l'élément Humain et sur la satisfaction de besoins sociaux conformes à l'intérêt général, et inscrits dans le développement durable et la lutte contre l'exclusion. »

L'économie sociale et solidaire désigne les organisations centrées sur le développement durable et inclusif et qui fonctionnent selon les valeurs et les principes universels à finalité humaine et lutte contre toute forme d'exclusion. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire au Maroc sont composés de coopératives, mutuelles et associations. Ces différents acteurs contribuent avec **2%** du PIB et emploient près de **3%** de la population active au Maroc.

Les coopératives constituent la plus importante composante de l'ESS. À partir de 2016, le secteur de l'ESS au Maroc a connu une évolution exponentielle, puisque le nombre des coopératives a connu une évolution assez importante pour passer de 15.000 à plus de 22.000 coopératives unissant près de 525 630 adhérents.

Tableau n°1 Les coopératives par région (fin décembre 2015)

Régions	Nombre	Adhérents	Capital en dh
FES-MEKNES	1 835	36 202	417 055 382
CASABLANCA-SETTAT	1 780	76 958	2 313 779 800
RABAT-SALE-KENITRA	1 667	45 741	930 703 447
TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	1 486	39 162	395 063 655
MARRAKECH-SAFI	1 407	71 558	594 782 006
SOUSS-MASSA	1 395	38 113	869 377 020
LAÏYOUNE-ASSAKIA AL HAMRA	1 293	11 357	12 924 593
ORIENTAL	1 215	53 227	525 896 669
BENI MELLAL-KHENIFRA	1 203	57 134	255 545 158
GUELMIM-OUED NOUN	1 157	11 015	58 555 720



Dynamique de l'économie sociale et solidaire et réduction des inégalités sociales

DRÄA-TAFILALET	999	41 283	93 139 823
EDDAKHLA-OUED EDDAHAB	298	2 481	3 349 900
Total	15 735	484 231	6 470 173 172

Source : ODCO 2016

Le secteur connaît par ailleurs une forte implication des femmes et des jeunes, notant que les coopératives féminines sont au nombre de 2923.

Ces différents acteurs opèrent dans trois principaux secteurs : l'agriculture (production laitière, culture de céréales, apiculture, maraichage, oléiculture, aviculture, élevage, mutualisation de l'usage de matériel agricole...), l'artisanat (tapis, broderie et couture, menuiserie, poterie, ferronnerie...) et l'habitat.

III-Les impacts socio-économiques de l'économie sociale et solidaire

L'essor de bonnes pratiques dans le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire au Maroc a répondu à une demande sociale. Ce secteur présente un gisement important d'emploi et permet de relever les défis majeurs d'inclusion sociale et territoriale.

L'ESS au Maroc a permis de répondre à certaines des exigences socio-économiques, sa volonté se manifeste vers la construction d'un modèle de développement plus inclusif qui offre une meilleure répartition des richesses, un équilibre territorial plus équitable et une place aux jeunes et aux femmes sur le marché du travail.

- La création de projets générateurs de revenu permet la lutte contre le chômage par la création directe ou indirecte de postes d'emploi ;
- La contribution à la résorption de la pauvreté et l'exclusion en améliorant les conditions économiques et sociales des adhérents ;
- Désenclaver les populations des régions éloignées ;
- L'émancipation de la femme marocaine notamment dans le milieu rural par l'intermédiaire des coopératives de femmes ;
- Assurer l'autonomie des femmes;
- L'intégration des jeunes diplômés dans le monde du travail par la création d'activités génératrices de revenus dans le cadre du secteur coopératif. L'effectif des coopératives des lauréats diplômés s'élève à 371 unités avec 4 042 adhérents ;
- La contribution à l'éradication du secteur informel à travers son encadrement au sein de coopératives ;



Dynamique de l'économie sociale et solidaire et réduction des inégalités sociales

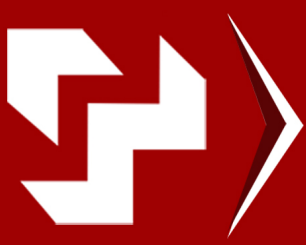
- La lutte contre l'analphabétisme, l'éducation et la formation de diverses couches sociales notamment en milieu rural.

Conclusion:

L'inclusion et la lutte contre les inégalités sociales restent un grand défi auquel les sociétés font doivent faire face. Si les entreprises classiques maximisent leur profit sans tenir compte de la grande majorité de la population. Le besoin d'un secteur capable d'apporter une alternative aux problèmes sociaux et économiques et de lutter contre les exclusions et les inégalités se fait sentir.

A travers le monde, l'économie sociale et solidaire continue de s'affirmer comme un vecteur de solutions. Il s'agit d'une économie de proximité créatrice d'emplois, de développement local, de cohésion sociale et de revenus, une économie qui place l'homme au centre du développement économique et social.

Aujourd'hui, l'enjeu pour l'ESS au Maroc consiste à se structurer- en interne et en externe - de manière cohérente et articulée. La faiblesse structurelle constatée des activités entraîne pour celles-ci des difficultés à se pérenniser et à s'institutionnaliser ainsi qu'à jouer le rôle d'interlocuteur au niveau local, régional ou national.



Références bibliographiques :

- CHOPART.JN, NEYRET.G, RAULT.D** « Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire » la Découverte, 2006
- DEMOUSTIER.D** « l'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement », SYROS collection Alternatives économiques, 2001
- DEPF Etudes, La question des inégalités sociales : Clés de compréhension, enjeux et réponses de politiques publiques, Octobre 2018
- Entreprendre autrement : l'économie sociale et solidaire www.lecese.fr
- <http://www.ces.ma/Documents/PDF/Autosaisines/2016/av24/avas24f.pdf>
- JANY-CATRICE.F, MATYJASIK.N et MAZUEL.P** « Économie sociale et solidaire De nouveaux référentiels pour tempérer la crise », Institut de la gestion publique et du développement économique 2014
- LAVILLE.JL**, « l'économie solidaire », CNRS EDITIONS PARIS, 2011
- MAJDOULINE.I et ELBAZ.J** « complexité et perception des effets socioéconomiques de l'entrepreneuriat social : cas des entreprises sociales au sud du Maroc » De Boeck Supérieur 2017/2 n°17
- MARCHOUD.N**, la contribution de l'économie sociale et solidaire au développement et à l'attractivité des territoires : quelques expériences du vécu local revue sciences, langage et communication, volume 1, n°3 (2016)
- ODCO, REMACOOOP n°1, 2011
- ODCO, REMACOOOP n°3, 2012
- ODCO, REMACOOOP n°4, 2014
- ODCO, REMACOOOP n°6, 2016
- OXFAM, « pour un système économique qui bénéficie à toutes et tous ! Un état des lieux des inégalités au Maroc » 2017